



Le voyage d'Emmanuel Macron en Afrique centrale Retour sur un exercice diplomatique difficile

Lise LESIGNE

Alain ANTIL (dir.)

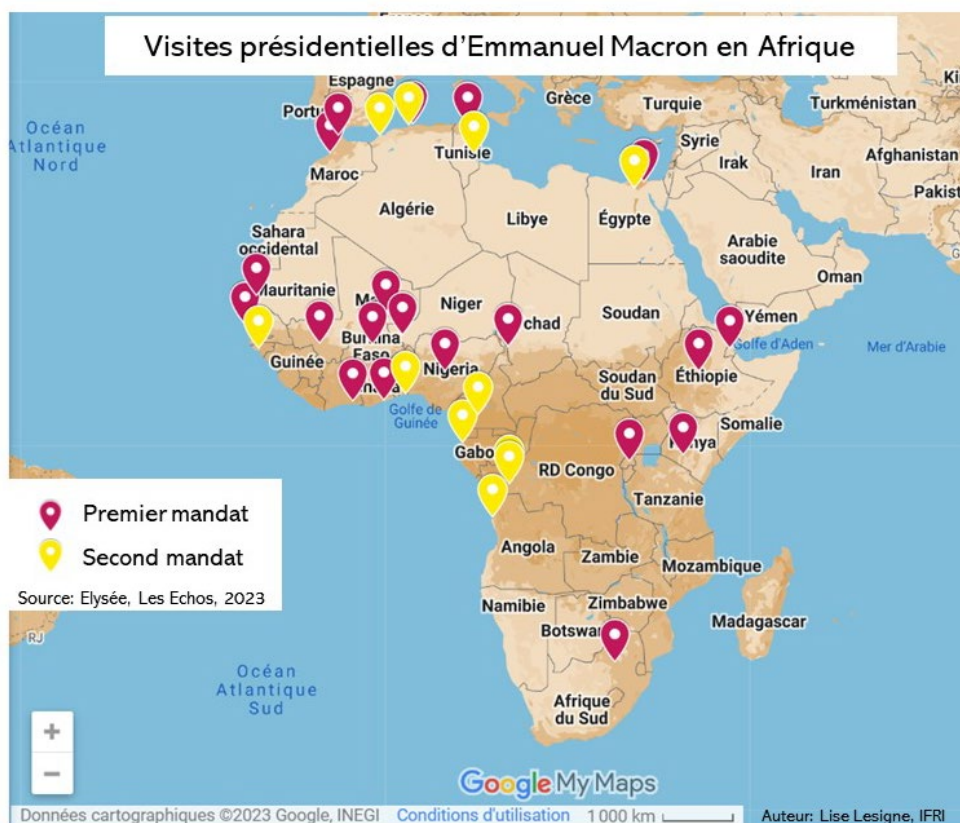
► Points clés

- Emmanuel Macron a visité 25 pays africains depuis sa première élection en mai 2017, ce qui fait de lui le dirigeant mondial ayant le plus d'engagements diplomatiques avec les nations africaines.
- Dans son discours sur la nouvelle politique africaine de la France, le président français a mis l'accent sur un « partenariat renouvelé » avec les pays africains. Il souhaite s'éloigner du « pré carré français », un discours qui n'est pas nouveau.
- Sur le plan militaire, il souhaite réduire le nombre de soldats français en Afrique et se concentrer sur la coopération militaire et les initiatives de formation, cette ambition semble difficilement réalisable avec une baisse des effectifs.
- L'objectif annoncé de cette tournée était d'améliorer l'image de la France sur le continent africain, alors que d'autres puissances rivales comme la Russie, la Chine, ou encore la Turquie s'imposent progressivement. Le bilan est assez mitigé, le voyage a été mal perçu par de nombreux gouvernements africains.

Introduction

Le 27 février 2023, Emmanuel Macron a prononcé un discours sur les relations franco-africaines avant de se rendre en Afrique centrale pour rencontrer les dirigeants de quatre pays : le Gabon, l'Angola, le Congo et la République démocratique du Congo. Ce briefing revient sur les moments clés de son dernier voyage présidentiel et analyse les limites de cet exercice diplomatique.

Carte n° 1 : Les visites d'Emmanuel Macron en Afrique depuis son premier mandat



Détail des dates de chacun des déplacements disponible sur : www.google.com.

Comme on peut l'observer sur la carte ci-dessus, l'une des particularités d'Emmanuel Macron se trouve dans sa propension à effectuer des déplacements sur le continent africain. On compte en effet 25 pays visités depuis sa première élection en mai 2017, ce qui place certainement le président français, qui s'inscrit dans une tradition longue de la Cinquième République, comme le dirigeant du monde ayant la plus grande intensité diplomatique avec ses homologues du continent africain.

Depuis le début de son premier mandat, Emmanuel Macron s'est voulu innovant avec ses partenaires africains. Il a mis l'accent sur la jeunesse, la culture, le sport, les questions mémorielles, la diaspora et la démocratie. Il a ainsi prononcé un discours adressé à « la jeunesse d'Afrique »¹ à l'Université de Ouagadougou en 2017, novateur dans son style et sa forme². Le président a, de plus, souhaité associer plus étroitement le secteur privé en créant le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), une nouvelle organisation réunissant des entrepreneurs, des membres de la société civile et du secteur privé. Un projet prometteur, mais dont le bilan est étiqueté. Une autre de ses innovations est le Nouveau Sommet Afrique-France de Montpellier du 8 octobre 2021, regroupant la société civile africaine autour du président français. Un format « show » que les spécialistes peinent à qualifier de « Sommet », notamment en raison de l'absence de ses homologues³.

Au-delà de ces différentes tentatives pour rompre avec le schéma classique des rencontres diplomatiques, c'est un moyen d'interpeller directement la jeunesse et la société civile, afin de répondre à une critique récurrente de la politique africaine de la France qui serait trop « coupée » des sociétés africaines. Il s'agit aussi de promouvoir la démocratie, c'est en effet sur ce dernier mot qu'insiste Emmanuel Macron dans son discours⁴ du 27 février 2023 à l'Élysée : « Notre intérêt, c'est d'abord la démocratie. La France est un pays qui soutient, en Afrique comme ailleurs, la démocratie et la liberté. (...) Un pays qui préfère les institutions solides aux hommes providentiels. ».

Depuis son élection en 2017, Emmanuel Macron s'était bien davantage rendu en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique centrale (hormis au Cameroun et au Tchad), cette autre grande région francophone. Cette zone compte – pour certains pays – parmi les régimes les moins démocratiques du continent et abrite les dirigeants ou les dynasties les plus anciens. Ce nouveau déplacement en Afrique centrale illustre la volonté du président français de ne laisser personne de côté et rappelle que derrière ses ambitions démocratiques, le réalisme des obligations politiques le rattrape toujours.

Dès lors, la question qui se pose à l'occasion de ce nouveau discours est la suivante : au-delà de la forme, illustre-t-il des évolutions dans sa politique africaine depuis 2017 ?

1. « Macron en Afrique : le discours et la méthode », *Libération*, novembre 2017.

2. F. Gaulme, « "Il n'y a plus de politique africaine." Emmanuel Macron et le fantôme de François Mitterrand », *Éditoriaux de l'Ifri*, décembre 2017, disponible sur : www.ifri.org.

3. E. Domingues Dos Santos et S. Schlimmer, « Nouveau Sommet Afrique-France : la continuité masquée de la politique africaine d'Emmanuel Macron », *Éditoriaux de l'Ifri*, 27 octobre 2021, disponible sur : www.ifri.org.

4. Discours d'Emmanuel Macron à l'Élysée le 27 février 2023, disponible sur : www.elysee.fr.

Un discours qui prône le changement, tout en s'inscrivant dans une continuité

Le discours du président de la République vise à clarifier les nouvelles orientations de sa politique africaine, dans un contexte tendu, sur fond de montée du sentiment anti-français dans les anciennes colonies, et notamment dans la région du Sahel.

Lors de son allocution à l'Élysée, Emmanuel Macron a mis l'accent sur le « partenariat renouvelé » et la « co-construction » – des concepts déjà mobilisés lors du Nouveau Sommet Afrique-France de 2021 à Montpellier. Le président a également réitéré que « l'Afrique n'est pas un pré carré et encore moins un continent auquel les Européens et les Français pourraient dicter un cadre de développement⁵ ». Cette annonce s'inscrit là aussi dans une rhétorique déjà ancienne de rééquilibrage des partenariats et de volonté d'en finir avec la « Françafrique », un objectif déjà annoncé par le président Nicolas Sarkozy.

Au lieu de recourir à la notion « d'aide au développement », Emmanuel Macron préfère parler d'investissement partenarial, une rhétorique qui n'est pas nouvelle, notamment dans les agences d'aide au développement selon François Gaulme⁶. Ce dernier rappelle que, depuis une quinzaine d'années, les termes « développement » ou « aide » dérangent particulièrement l'opinion française. Celle-ci estime que l'argent est détourné et que l'aide sert à enrichir les dirigeants africains corrompus. Lors du Nouveau Sommet Afrique-France de 2021, Emmanuel Macron avait annoncé que l'Agence française de développement changerait de nom. En décembre de la même année, Rémy Rioux, directeur général de l'AFD, parlait⁷ d'un lexique de « domination » qu'il est nécessaire de changer. Cette idée ancienne est illustrée par le proverbe africain : « la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit ». Ce changement de nom n'a pas encore été fait.

À l'Élysée, le président a souligné les notions « d'investissement solidaire » et de « partenariat d'égal à égal », pointant le rôle des entreprises françaises dans l'investissement sur le continent africain. Cette annonce intervient dans un contexte économique difficile pour les entreprises africaines, qui peinent de plus en plus à trouver des financements, notamment à cause des taux d'intérêt très élevés qui leur sont proposés par les banques internationales⁸.

Sur le volet militaire, alors que les forces françaises viennent de se retirer du Burkina Faso un an après le Mali, le président français a déclaré dans son discours :

5. Discours d'Emmanuel Macron à l'Élysée le 27 février 2023, disponible sur : www.elysee.fr.

6. Ethnologue de formation, ayant dirigé la revue *Afrique Contemporaine* et servi à l'AFD ainsi qu'au ministère des Affaires étrangères, François Gaulme est chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri. Entretien réalisé le 17 mars 2023 à Paris

7. « France : l'AFD fête ses 80 ans en pleine réflexion sur son nom et son positionnement », RFI, 2 décembre 2021.

8. Carlos Lopes, professeur à l'université de Cap et Haut Représentant pour le partenariat Union africaine - Union européenne, Conférence à l'Ifri, 5 avril 2023.

« notre modèle ne doit plus être celui de bases militaires telles qu'elles existent aujourd'hui. Demain, notre présence s'inscrira au sein de bases, d'écoles, d'académies qui seront cogérées ». En réalité, ces initiatives de formation existent déjà depuis de nombreuses années, d'abord sous le titre de la Mission militaire de coopération⁹ jusqu'en 1997 puis remplacée par la Coopération de sécurité et de défense (DCSD)¹⁰, financées par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Par exemple, en 1997, la DCSD a créé les Écoles nationales à vocation régionale qui forment des cadres dans les forces de sécurité et de défense ; en 2017, elle a financé l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme à Jacquville en Côte d'Ivoire pour former des militaires, des juges, des policiers et des formateurs à la lutte antiterroriste dans la région du Sahel.

Par ailleurs, sur le volet opérationnel, le président souhaite en finir avec les opérations de grande ampleur comme Barkhane, notamment en réduisant le nombre de soldats sur place. L'objectif est donc d'accentuer et d'améliorer la coopération militaire, tout en diminuant les effectifs français sur le continent, déjà réduits au maximum¹¹. Cette ambition semble difficilement réalisable.

Un voyage entre contradictions et équilibres

L'objectif annoncé de cette tournée était d'améliorer l'image de la France sur le continent africain, alors que d'autres puissances rivales comme la Russie, la Chine, ou encore la Turquie s'imposent progressivement. La BBC titre explicitement un article¹² concernant le déplacement de Macron en Afrique centrale « La mission d'Emmanuel Macron pour contrer la Russie en Afrique ». Le déplacement, de très courte durée – 72 heures pour quatre pays – a été qualifié par les médias¹³ de visite « marathon ».

Le voyage du président a commencé au Gabon. La rencontre s'est faite à l'occasion du One Forest Summit, un événement coorganisé avec le gouvernement français autour de la préservation et de la protection de la forêt tropicale du bassin du Congo. Le président s'est présenté comme un interlocuteur neutre¹⁴, répondant aux critiques des candidats de l'opposition gabonaise qui l'accuse de mettre en avant le président en place Ali Bongo, avant les nouvelles élections présidentielles d'août 2023.

9. François Trucy, Coopération avec l'Afrique en matière de coopération militaire, Question écrite n° 05756, janvier 1998, disponible sur : www.senat.fr.

10. Disponible sur : diplomatie.gouv.fr.

11. É. Tenenbaum, « Pour les armées françaises en Afrique, pas d'influence sans présence », *Le Monde*, 19 janvier 2023.

12. P. Melly, « Emmanuel Macron's Mission to Counter Russia in Africa », BBC, 4 mars 2023, disponible sur : www.bbc.com.

13. R. Gras, « Emmanuel Macron et l'Afrique, cinq questions pour comprendre une visite marathon », *Jeune Afrique*, 7 mars 2023, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

14. C.C « "Françafrique" révolue, présence militaire... Ce qu'il faut retenir de la tournée africaine de Macron », *L'express*, 5 mars 2023, disponible sur : www.lexpress.fr.

Un sentiment de déjà vu, puisqu'en 2017, une lettre d'Emmanuel Macron tout juste élu félicitant son homologue Ali Bongo, dont l'élection l'année précédente avait été fortement controversée et parsemée de violences, a fortement déplu au candidat de l'opposition Jean Ping¹⁵.

Emmanuel Macron s'est ensuite rendu en Angola, l'un des premiers pays producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne. La défense de la souveraineté énergétique est l'une des constantes de la politique du président français. La société TotalEnergies est fortement implantée en Angola. La rencontre entre les deux chefs d'État

La défense de la souveraineté énergétique est l'une des constantes de la politique du président français.

a permis de signer un nouveau partenariat en matière d'agriculture et d'agro-alimentaire, un projet cependant plus symbolique que central pour l'économie angolaise selon François Gaulme. Ce partenariat symbolise le retour en force de l'AFD (Agence française de développement) dans le pays, qu'elle avait quittée après l'*angolagate*. « Je veux d'abord remercier l'Angola pour le rôle de partenaire stratégique qu'elle joue pour la France dans toute la région¹⁶ », c'est avec ces mots que le dirigeant français a commencé son intervention lors de la conférence de presse

au côté de son homologue angolais. En effet, l'Angola en tant que puissance diplomatique régionale joue le rôle de médiateur dans le conflit au nord-est de la République démocratique du Congo avec le Rwanda, mais aussi dans le conflit entre la Centrafrique et le Tchad.

Le président français a poursuivi son voyage en République du Congo, où il a rencontré le président Denis Sassou-Nguesso et a prononcé un discours devant la communauté française dans les jardins de l'ambassade de Brazzaville. Son passage rapide – seulement quelques heures –, se voulant « discret », a suscité l'interrogation, notamment sur la cohérence de cette rencontre lorsqu'on sait que Denis Sassou-Nguesso a rencontré six présidents français différents depuis qu'il est au pouvoir (1979¹⁷), principal témoin de la Françafrique. Emmanuel Macron a répondu¹⁸ à ces critiques en avançant : « Quand un président va au Congo-Brazzaville, parce qu'il ne faut humilier personne quand on fait une tournée régionale, ça ne me choque pas qu'il rencontre le président congolais ».

15. A. Yacouba Barma, « Emmanuel Macron écrit à Ali Bongo : "Monsieur le Président..." », *La Tribune Afrique*, 15 août 2017, disponible sur : <https://afrique.latribune.fr>.

16. Prise de parole d'Emmanuel Macron à l'occasion de la déclaration conjointe avec Joao Lourenço, Angola, 3 mars 2023, disponible sur : www.elysee.fr.

17. Avec une interruption entre 1992 et 1997.

18. R. Gras, « Emmanuel Macron et l'Afrique, cinq questions pour comprendre une visite marathon », *op. cit.*

La fausse note de cette tournée présidentielle s'est déroulée sur la rive gauche du fleuve du Congo, à seulement quelques kilomètres de Brazzaville : à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC). Avec l'intensification du conflit entre la RDC et le Rwanda, Kinshasa attendait un soutien clair du président français. Pourtant, Emmanuel Macron a fait le choix d'un délicat équilibre entre Kinshasa et Kigali, en s'abstenant de condamner publiquement le mouvement rebelle du M23, notoirement proche du Rwanda¹⁹, accusé d'exactions dans le Nord-Kivu.

**Kinshasa
attendait un
soutien clair du
président
français**

En outre, il a déclaré²⁰ lors d'une conférence de presse avec son homologue Félix Tshisekedi : « Depuis 1994, vous n'avez pas été capables de restaurer la souveraineté de votre pays, ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative. C'est une réalité, et il ne faut pas chercher de coupable à l'extérieur. », pointant ainsi du doigt la responsabilité des autorités congolaises. Ces paroles surprenantes et peu protocolaires adressées dans ce pays hôte ont engendré un ping-pong verbal entre les deux chefs d'État, contrastant avec l'objectif d'apaisement diplomatique du voyage présidentiel. Son homologue n'a pas manqué à son tour de rappeler la remarque désobligeante de Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères en 2018, sur son élection controversée qu'il avait qualifiée de « compromis à l'africaine ».

En bref, cet épisode a été interprété localement comme la preuve d'un certain paternalisme et d'une condescendance du président français, mettant un point final défavorable à sa tournée en Afrique centrale. « La montée du sentiment anti-français vient également des gouvernements fatigués des remarques désobligeantes, pour s'étendre ensuite au sein des populations », rappelle ainsi François Gaulme.

Emmanuel Macron pratique la *realpolitik* afin de maintenir l'influence et les intérêts de la France sur le continent africain, un exercice plus difficile qu'il n'y paraît. Il reste donc à observer le prochain sommet en juin 2023 : le One Planet Lab²¹, organisé un an après le dernier de ce type à Paris. Y'aura-t-il cette fois un réel impact au-delà de l'exercice rhétorique ?

19. Ce que Kigali réfute.

20. C. Braeckman, « À Kinshasa, Macron met les pieds dans le plat », *Courrier International*, 6 mars 2023, disponible sur : www.courrierinternational.com.

21. Sommet pour un « Nouveau pacte financier mondial » : vers plus d'engagements pour l'atteinte de l'Agenda 2030 ? » Actualités, 14 avril 2023, disponible sur focus2030.org

Lise Lesigne, stagiaire-assistante recherche au centre Afrique subsaharienne de l'Ifri, sous la direction d'**Alain Antil**, directeur du centre Afrique subsaharienne de l'Ifri.

Comment citer cette publication :

Lise Lesigne, Alain Antil (dir.), « Le voyage d'Emmanuel Macron en Afrique centrale :
retour sur un exercice diplomatique difficile »,
Briefings de l'Ifri, Ifri, 10 mai 2023.

ISBN : 979-10-373-0711-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : Photographie d'Emmanuel Macron, © Shutterstock/ Nicolas Economou
Carte du continent africain Shutterstock/ Alexander Lukatskiy



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

